

RÉSUMÉ DESCRIPTIF DE LA CERTIFICATION (FICHE RÉPERTOIRE)

Intitulé (cadre 1)

Master
 Domaine : Droit, économie, gestion
 Mention : Droit public
 Spécialité : Droit des technologies numériques et société de l'information
 Finalités : Recherche / Professionnelle

(cadre 2) Autorité responsable de la certification	Qualité du(es) signataire(s) de la certification (cadre 3)
- Université Paris Ouest Nanterre La Défense - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	- Président de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense - Recteur de l'Académie chancelier des Universités

Niveau et/ou domaine d'activité (cadre 4)

Niveau : Master (nomenclature de 1967) 2^{ème} cycle, Niveau I (nomenclature française 1967), équivalent niveau 7 EQF, Grade de Master

Code NSF : 120, 122, 128 , 128g

Résumé du référentiel d'emploi et éléments de compétences acquis (cadre 5)

Liste des activités visées par le diplôme, le titre ou le certificat

- dans le secteur public :
- Participer à la préparation de l'action des pouvoirs publics (élaboration des réglementations, orientation et harmonisation de leurs applications)
- Mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'accomplissement de l'action administrative (définition des missions, programmation financière)
- Analyser les pratiques du terrain et évaluer leur conformité avec les textes et les programmes élaborés initialement
- Réaliser des expertises ou argumentaires techniques et juridiques pour le compte d'organisations internationales ou nationales, publiques ou privées et des autorités de régulation ;
- Intervenir sur le terrain soit en amont (ouverture de droits, délivrance d'habilitations) soit en aval (notifications administratives, instructions de dossiers contentieux)
- Rendre compte de la situation devant les autorités hiérarchiques et les instances de coordination des politiques de l'État
- Organiser l'application du droit des nouvelles technologies au sein d'une administration

- Concevoir des solutions juridiques, élaborer un cahier des charges aptes à répondre aux besoins informatiques de l'administration.
- Enseigner le droit des technologies numériques tout en animant une recherche dans le cadre universitaire

Dans le secteur privé (cabinets d'avocat ou entreprises)

- Conseiller les personnes physiques ou morales sur les problèmes ou actions ayant des implications juridiques en terme de nouvelles technologies
- Organiser l'application du droit des nouvelles technologies au sein d'une structure
- Défendre les intérêts d'une personne physique ou morale au regard du droit des nouvelles technologies
- Intégrer les affaires juridiques et informatiques des entreprises à leur environnement économique
- Prévenir et résoudre des litiges au regard d'une interprétation du droit des nouvelles technologies
- Proposer des solutions amiables ou judiciaires aux litiges en cours en termes de nouvelles technologies
- Concevoir des solutions juridiques, élaborer un cahier des charges aptes à répondre aux besoins informatiques de l'entreprise.

Compétences ou capacités évaluées

Double compétence en droit et en technologies numériques

Compétences en termes de connaissances :

- Connaissance des programmes de droit enseignés depuis la Licence 1 et maîtrise du raisonnement et de la langue juridique
- Connaissance et maîtrise des outils documentaires, informatiques et bases de données juridiques
-

Compétences transversales :

Réaliser des travaux de recherches bi-disciplinaires (académiques, appliquées)

Réaliser des travaux d'expertises juridiques et informatiques

Maîtriser l'anglais économique et juridique, courant et professionnel

Maîtriser les outils bureautiques (traitement de textes, tableur etc)

Capacité à construire un argumentaire comme à synthétiser plusieurs documents

Analyser des dossiers juridiques, préparer des solutions aux litiges, mettre en forme des actes juridiques

Gérer et actualiser une documentation juridique

Construire, gérer et conduire des projets

Capacité à soutenir un rapport/mémoire à présenter une question de droit des technologies numériques devant un jury

Maîtrise des techniques professionnelles de note de synthèse, note sur dossiers contentieux, dissertation juridique, commentaire d'arrêt

Compétences comportementales :

- Travailler en, et coordonner et/ou diriger une équipe, dans une approche bi-disciplinaire
- Construire un projet, une argumentation, une mission associant des experts de plusieurs disciplines
- Apporter un conseil juridique
- Encadrer une équipe
- Transmettre un savoir
- Prendre la parole en public et communiquer en s'adaptant au public/auditoire visé les résultats de travaux de recherche

-

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat (cadre 6)

Secteurs d'activités :

Le titulaire peut exercer dans les organismes de recherche publics et privés, et les services d'études économiques et juridiques. Il peut présenter tous les concours de recrutement de l'enseignement supérieur et de la recherche, en France et à l'étranger, ainsi qu'aux concours des organisations

internationales (publiques et privées). Il peut se présenter au concours du barreau et de l'École Nationale de la Magistrature.

Il a accès aux emplois de catégories supérieures proposés par le secteur public et para-public (administrations publiques centrales, fonction publique territoriale etc : Cour des Comptes, Tribunal Administratif, agences de régulation sectorielle, chef de cabinet etc).

Dans le secteur privé, il peut être juriste d'affaire, il peut travailler dans un cabinet d'avocats.

Types d'emplois accessibles :

Enseignant-chercheur

Avocat, expertise et conseil juridique,

Consultant d'affaire, juriste d'entreprise

Conseiller/conseillère au Tribunal Administratif, à la Cour des Comptes

directeur/directrice d'études en entreprise

Chef départemental de la concurrence et de la consommation

Directeur/directrice de cabinet

Codes des fiches ROME les plus proches (5 au maximum) :

K2108 : enseignement supérieur

K1903 : défense et conseil juridique

K 1904 : magistrature

K1401 : conception et pilotage de la politique des pouvoirs publics

M1402 Conseil en organisation et management d'entreprise

Réglementation d'activités

Agent public, avocat, professions juridiques et judiciaires

Modalités d'accès à cette certification (cadre 7)

Descriptif des composantes de la certification :

Semestre 1 : 30 ECTS

UE 1 Fondamentale : 3 matières obligatoires dont 1 avec TD pour 15 ECTS

UE 2 Complémentaire : 1 matière obligatoire avec TD parmi 2 et 2 autres matières à choisir parmi 8 pour 9 ECTS

UE 3 Langue vivante : 1 cours en anglais à choisir parmi 2 pour 3 ECTS

Semestre 2 : 30 ECTS

UE 1 Fondamentale : 3 matières obligatoires dont 2 avec TD pour 16,5 ECTS

UE 2 Complémentaire : 2 matières à choisir parmi 8 pour 6 ECTS

UE 3 Professionnalisation : Mémoire de recherche ou Stage / rapport de stage pour 7,5 ECTS

Semestre 3 : 28.5 ECTS

UE 1 Cours magistraux : 4 matières obligatoires pour 22.5 ECTS

UE 2 Complémentaire obligatoire : 1 séminaire informatique pour 6 ECTS

Semestre 4 : 31.5 ECTS

UE3 Stage et mémoire : 16.5 ECTS

UE 4 Complémentaire obligatoire : 4 séminaires pour 9 ECTS

UE 5 Langue vivante : 1 enseignement en anglais obligatoire pour 4.5 ECTS

UE 5 Module méthodologique : pour 1.5 ECTS

Le bénéfice des composantes acquises peut être gardé sans considération de durée.

Conditions d'inscription à la certification	Oui	Non	Indiquer la composition des jurys
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	x		Enseignants-chercheurs intervenant dans le diplôme de master
En contrat d'apprentissage		x	
Après un parcours de formation continue	x		Enseignants-chercheurs intervenant dans le diplôme de master
En contrat de professionnalisation		x	
Par candidature libre	x		Enseignants-chercheurs intervenant dans le diplôme de master
Par expérience <i>Date de mise en place :</i>	x		Enseignant chercheurs intervenant dans le diplôme et professionnels du secteur

Liens avec d'autres certifications (cadre 8)

Accords européens ou internationaux (cadre 9)

Base légale (cadre 10)

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002

Références autres :

Pour LMD2 arrêté du 12 juillet 2011 relatif aux habilitations de l'université Paris Ouest Nanterre La Défense à délivrer les diplômes nationaux

Pour plus d'information (cadre 11)

Statistiques :

Site de l'Observatoire de la Vie Universitaire : <http://www.u-paris10.fr/l-universite/observatoire-de-la-vie-universitaire-ovu--120372.kjsp?RH=FR>

Année	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Nombre de titulaires du Master 2 DTNSI	20	18	18
dont femmes	10	11	12
Ratio admis/inscrits	0.86	1	1

Autres sources d'informations : site de l'association des étudiants et anciens étudiants du master 2 de droit des technologies numériques et société de l'information : **e-juristes.org**

Portail étudiant du ministère de l'Éducation nationale : www.etudiant.gouv.fr

Portail ONISEP : www.onisep.fr

Site internet de l'université Paris Ouest Nanterre : <http://www.u-paris10.fr/>

Site internet du laboratoire partenaire de droit CRDP : http://www.u-paris10.fr/recherche/ea-381-centre-de-recherche-en-droit-public-crdp--235674.kjsp?RH=rec_lab

Lieu(x) de certification : Université Paris Ouest Nanterre La Défense

- 200 avenue de la République
92001 Nanterre Cedex

Lieu(x) de préparation à la certification déclaré(s) par l'organisme certificateur :

Université Paris Ouest Nanterre La Défense
- 200 avenue de la République
92001 Nanterre Cedex
UFR Droit et science politique, bâtiment F

Historique : L'intitulé de la mention du Master était antérieurement « Master 2 de droit des nouvelles technologies et société de l'information »

Liste des liens sources (cadre 12)

Site Internet de l'autorité délivrant la certification

<http://www.u-paris10.fr>

